



Prix TERRITORIA 2019

DOSSIER DE PRESSE

Plusieurs centaines d'élus locaux et fonctionnaires territoriaux sont invités le 13 novembre 2019 à la remise des Prix TERRITORIA dans les Salons Boffrand de la Présidence du Sénat. Le palmarès 2019 a été riche d'innovations, d'idées et de nouveautés dont sont porteurs les territoires. 50 collectivités ont été distinguées par le jury réuni le 8 octobre dans de nombreux domaines concernant les secteurs d'activité des collectivités locales. La remise des Prix aura lieu en présence de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Jacqueline Gourault et de la présidente de l'Observatoire TERRITORIA, Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat.

Mot de la Présidente de l'Observatoire TERRITORIA, Catherine Troendlé

Communiqué de presse

Le Palmarès du Prix TERRITORIA 2019

Résumés des dossiers des lauréats

Contact presse : Catherine Dumas, doumaskathy@gmail.com

Pour vous informer : notre site internet www.territoria.asso.fr
TERRITORIA le blog : <http://innovation-publique.over-blog.com> pour recueillir les commentaires et donner des nouvelles des initiatives lauréates et un compte Twitter. Connectez-vous et suivez les innovateurs sur : @ObsTerritoria

LE MOT DE LA PRESIDENTE



« *Une personne qui n'a jamais commis d'erreurs n'a jamais tenté d'innover* », disait Albert Einstein. Les innovations sont le moteur de notre société, ils nous permettent d'avancer vers de meilleures solutions pour tous.

Le Prix TERRITORIA permet de mettre en lumière des initiatives locales exceptionnelles. Elue, moi-même, de terrain durant de longues années, je connais les difficultés rencontrées et le manque de reconnaissance.

J'ai toujours été persuadée que c'est sur le terrain que l'on trouve les meilleurs projets, car ils sont au plus près des gens, à leur écoute et à leur service. Il est essentiel de rechercher les bonnes pratiques là où elles se trouvent pour avoir une chance de les développer dans les territoires où il y en a besoin.

Dans le contexte économique difficile que nous connaissons, innover et réinventer permet de trouver des solutions nouvelles aux attentes d'aujourd'hui et de demain, pour les collectivités.

C'est pourquoi je suis très fière de voir que cette année, 220 projets ont été présentés au Jury TERRITORIA. Il s'agit d'un nouveau record !

Parmi les grandes thématiques qui se sont détachées, une tendance nouvelle et récurrente ces dernières années est celle de l'alliance des territoires, sans doute pour répondre à la diminution des moyens et à une recherche d'une plus grande efficacité. Cette tendance se vérifie dans de nombreuses communes et même au niveau départemental. Les départements entreprennent de plus en plus, au profit des communes de leur territoire, notamment en prenant en charge tout ou partie des études, projets et actions.

La participation citoyenne est de plus en plus recherchée et encouragée également.

La modernisation de l'administration locale bouscule les habitudes, (grâce au numérique en particulier) mais aussi en prenant en compte la qualité de vie, la motivation et la reconnaissance au travail.

La ville « intelligente » devient aussi une ville humaine, accueillante, durable, efficace et revitalisée.

L'écologie et l'évolution des mobilités ont donné lieu à des initiatives remarquables cette année, tout comme les actions en faveur des enfants, des jeunes, des familles et des personnes en situation de fragilité.

Au regard de la qualité des dossiers, le jury a sélectionné 50 lauréats du Prix TERRITORIA (21 Or, 20 Argent et 9 Bronze).

Je remercie toutes les collectivités qui ont partagé leurs projets innovants. Ces initiatives sont toutes stimulantes et démontrent, plus que jamais, la volonté farouche des collectivités de participer à l'intérêt général.

Catherine TROENDLE
Vice-Présidente du Sénat
Présidente de l'Observatoire TERRITORIA

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Prix TERRITORIA 2019 récompense les collectivités territoriales qui osent l'innovation pour l'efficience du service public

Réuni le 8 octobre sous la présidence de Jacqueline GOURAULT, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, le jury du Prix TERRITORIA 2019 a distingué 50 collectivités en décernant 21 TERRITORIA Or, 20 TERRITORIA Argent et 9 TERRITORIA Bronze.

217 candidatures avaient été enregistrées, réparties en 19 domaines, et ont été soumises aux votes des jurés.

Les initiatives des lauréats ont été sélectionnées au regard de trois critères :

- innovation,
- aptitude à être reprises par d'autres collectivités
- bonne utilisation des deniers publics.

Tous les sujets d'actualité étaient bien présents dans ces candidatures : alliance des territoires, citoyenneté et mémoire, évaluation des politiques publiques, performance collective, innovation participative, gestion prévisionnelle des ressources humaines, engagement pour l'insertion, accessibilité, qualité de vie et bien-être au travail, mobilité, revitalisation économique, souci de l'environnement et réduction des nuisances, intelligence artificielle et internet des objets.

TERRITORIA OR : à la région Grand Est, aux départements du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de Meurthe-et-Moselle ; aux communautés d'agglomération de Lannion-Trégor et du Saint-Quentinois ; à la communauté de communes Mad et Moselle ; aux villes de Beauvais, Béthune, Brunoy, Châlons-en-Champagne, Couzon, La Baule-Escoublac, Lyon, Marcq-en-

Barœul, Morières-lès-Avignon, Mulhouse, Paris, Saint-Grégoire, Saint-Quentin ; au CCAS de Nancy.

TERRITORIA ARGENT : aux départements de l'Essonne, de la Haute Saône, des Hauts-de-Seine, des Vosges, de la Drôme et à la ville de Romans ; aux communautés d'agglomération du Grand Chalon, de Paris-Saclay ; à la communauté de communes Mad et Moselle ; aux villes de Chalon-sur-Saône, Chambéry, Elancourt, Lavoncourt, Orly, Paris (2 fois), Romans-sur-Isère, Saint-Nazaire, Saint-Rémy-en-Comté, Vertou ; au CCAS de Montpellier.

TERRITORIA BRONZE : à la région Bourgogne-Franche-Comté ; aux départements du Haut-Rhin et de l'Isère ; aux villes de La Colle-sur-Loup, Le Gosier, Paris, Paris 5^e, Saint-Pargoire, Saint-Quentin.

**Les trophées du Prix TERRITORIA 2019 seront remis le mercredi 13 novembre
dans les Salons de Boffrand de la Présidence du Sénat,
par la ministre Jacqueline GOURAULT
et Catherine Troendlé, présidente de l'Observatoire National de l'Innovation Publique**

L'**Observatoire National de l'Innovation Publique**, organise depuis 1986 le Prix TERRITORIA pour valoriser les innovations de terrain des collectivités territoriales.

Les quelques 700 initiatives récompensées par le Prix TERRITORIA peuvent être consultées sur le site www.territoria.asso.fr.

Au fil des années, nombre de ces « innovations » sont devenues des pratiques courantes, certaines se sont même imposées comme des évidences. Les responsables territoriaux en quête d'innovations et de bonnes pratiques peuvent y puiser de nouvelles pistes de progrès et découvrir les mécanismes de l'innovation publique locale.



RESUME DES DOSSIERS LAUREATS

Aménagement de l'espace public / Urbanisme

PARIS

Création de bâtiments modulaires sur foncier provisoire

Pour la création de nouvelles places d'accueil Petite enfance, la rareté du foncier disponible a amené Paris à en rechercher auprès d'autres administrations. L'APHP a proposé 4 emprises mais en a limité le transfert de gestion à 12 ans.

Les services ont imaginé un bâtiment composé de 6 modules préfabriqués en bois, dotés de matériaux bio-sourcés, construits entièrement en usine avant assemblage sur site, plus un module à usage de local technique, le tout formant un corps de bâtiment unique, démontable et transposable ou réutilisable sur un autre site. La limitation des nuisances sonores et la réduction du délai d'intervention sur site étaient des enjeux majeurs du projet ainsi que les coûts du démontage et du remontage (qui n'excèdent pas 35 % du coût initial des travaux).

Le jardin du Luxembourg a été mis à disposition par le Sénat pour le relogement temporaire d'une crèche pendant deux ans.

CA LE GRAND CHALON

Réinventez la maison sur sous-sol

Comment optimiser les atouts des maisons avec sous-sol d'avant 1990 qui vieillissent et se vendent mal ?

Cinq architectes partenaires ont travaillé sur cinq maisons en proposant trois scénarios de travaux possibles. Les 15 idées ont constitué une « boîte à outil architecturale » proposée aux propriétaires de ces maisons et aux acquéreurs potentiels, pour les rendre plus attractives et favoriser le développement de la ville sur la ville.

Un véritable service aux habitants qui apporte des solutions concrètes pour faire évoluer cet habitat ; réalisé avec un budget raisonnable et l'aide de la Région.

SAINT-PARGOIRE (34)

Développement des sports urbains sur un plateau sportif

Au sein d'un quartier à proximité immédiate du cœur de ville, où sont situés l'ensemble des équipements publics sportifs et culturels, un plateau sportif est maintenant dédié aux sports urbains.

Intégré au tissu urbain sans pour autant générer de nuisances excessives pour les riverains, il permet aux adolescents de ne plus les pratiquer sur la voie et les espaces publics, ce qui était dangereux et entraînait des dégradations.

Un budget raisonnable pour cette ville de 2200 habitants et peu de frais de fonctionnement induits pour un équipement déjà massivement utilisé par le public cible de la commune et des communes proches.

Civisme Citoyenneté

CD HAUTE-SAONE **Bientôt majeur !**

En France, 25% des SDF ont été des jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance. Leurs sorties sont mal préparées et les contrats « jeunes majeurs » repoussent les problèmes aux 21 ans, sans rien résoudre. Pour les soutenir, dès 16 ans, dans le développement de leurs capacités à devenir des hommes et femmes autonomes et responsables, un parcours formalisé est maintenant proposé (179 mineurs en 2018/2019) : des actions éducatives, la remise officielle d'une mallette regroupant leurs documents personnels, des informations sur la vie d'adulte, leurs droits et devoirs, leur santé, le logement, l'insertion, la gestion du budget personnel, etc. Le parcours s'ouvre par une cérémonie, « sorte de rituel », et se déroule principalement pendant les vacances de manière à favoriser la participation.

L'an prochain, un film (clip ou court métrage) sera réalisé par les élèves de la section cinéma d'un lycée du département et des futurs majeurs de l'ASE autour de la question « Qu'est-ce qu'être majeur et comment s'y préparer ».

SAINT-QUENTIN **Le mois du bénévolat**

Le mois du bénévolat résulte des besoins des associations (exprimés lors de cafés associatifs) pour mieux faire connaître et valoriser l'expérience et l'enrichissement personnel que représente l'engagement bénévole, outil d'acquisition de compétences transposables dans la vie courante, reconnues par les institutions et les acteurs économiques.

Les actions comme « Vis ma vie de bénévoles », la démarche du CV citoyen, les ateliers sur la gouvernance et le cadre juridique des associations, la VAE, le mécénat de compétence, la communication, etc. ont permis de toucher plus de 250 personnes (dont 50 lycéens et des bénéficiaires du RSA) et de rapprocher le monde économique et le monde associatif qui se découvrent des intérêts communs au travers des bénévoles. Sont déjà prévus un pique-nique associatif et une bourse du bénévolat.

PARIS **Accessibilité : le vote, un droit pour tous**

Le droit de vote des personnes placées sous tutelle entraîne l'arrivée de primo-votants (potentiellement 154 000 à Paris) pour lesquels il est nécessaire de faciliter le processus électoral qui doit être également accessible à tous.

La collaboration avec plusieurs associations et des personnes en situation de handicap a permis de sensibiliser les directeurs d'établissements d'accueil, de réaliser des supports pédagogiques à destination des électeurs, des présidents et agents des bureaux de vote, de réaliser une signalétique en langage FALC et de mettre en place un service d'accueil téléphonique le jour du scrutin. Le dispositif a été déployé pour les élections européennes pendant lesquelles aucun incident n'a été relevé. Une boîte mail dédiée va permettre un retour d'expérience de la part des personnes âgées, des personnes handicapées et de leurs aidants pour faire évoluer le dispositif.

Communication

BEAUVAIS

Cafés des policiers et Cantines des policiers

Ces deux démarches proactives (une fois par semaine) renforcent la visibilité des agents sur le terrain, au contact de la population, et permettent d'expliquer leur travail, leurs missions et les différences avec celles de la police nationale.

Lors des cafés des policiers, les agents accueillent la population autour d'un café, dans la rue, dans des lieux fréquentés par les habitants (marchés, hall de centres commerciaux).

Pour donner de la police municipale une autre image que celle que véhiculent télévision et réseaux sociaux, les agents vont déjeuner avec les enfants et répondent à leurs questions.

Sans budget spécifique, ces deux actions de terrain facilitent la remontée d'informations (des comptes rendus sont rédigés) et procurent aux agents un contact différent avec la population, hors du cadre de l'intervention, mettant ainsi en valeur leurs engagements. Dès septembre, une Unité Mobile de Proximité (4 agents), dotée d'un véhicule aménagé pour recevoir du public, se déplacera dans les quartiers et lors des manifestations sur le territoire.

CHALONS-EN-CHAMPAGNE

Application Jeunes Chalons, l'outil de communication Jeunes

Les stratégies de communication doivent évoluer pour créer une relation durable avec les 15/25 ans. Construit à partir d'outils créés pour eux par la junior entreprise de l'école des Arts et Métiers – soit des jeunes à la fois développeurs et futur utilisateurs – le guichet unique municipal apporte les réponses à leurs préoccupations sur 8 thématiques : se loger, se soigner, se former, travailler, bouger, s'engager, se divertir, être accompagné.

L'application (téléchargeable gratuitement) intègre un fil d'actualité couplé à un agenda, un service de notifications push et un guide d'urgence. Elle donne accès à une carte jeune dématérialisée qui ouvre des droits à réductions et avantages dans les commerces et services locaux partenaires (démarchés par le Conseil Jeunes). 3 mois après son lancement : 2300 téléchargements (population des 15/24 ans : 6191).

Culture

CC MAD ET MOSELLE

La modélisation des villages détruits

La Grande Guerre a détruit nombre de villages jamais reconstruits. Pour valoriser ce patrimoine « invisible » et commémorer autrement, ils ont été reconstitués sur des supports numériques qui peuvent ensuite se décliner sous différentes formes : panneaux d'exposition, film, réalité augmentée, ... Habitants, communes, associations d'historiens, tous ont été impliqués pour collecter le matériau historique (cartes postales, photos, documents...) nécessaire à la modélisation. De 2015 à 2019, l'École Nationale d'Architecture de Nancy a réalisé le travail scientifique nécessaire à la modélisation graphique de 4 villages,

via des ateliers de médiation menés par les étudiants. Ont été réalisés, un court-métrage de 30 à 45 min, un livre catalogue d'exposition, une conférence.

ORLY

Les habitants acteurs de la programmation culturelle

Le centre culturel municipal voyait sa fréquentation diminuer ; les spectacles proposés ne semblaient pas convenir aux orlysiens. La création d'une instance participative, le conseil de la culture a permis de faire participer 21 habitants volontaires à la programmation culturelle. Le conseil se réunit tous les deux mois environ pour débattre des spectacles prévus pour l'année n+1 par la direction de la culture, en proposer d'autres, visionner des vidéos de ces spectacles. Ses membres se rendent aussi à des spectacles afin d'émettre un avis. Au cours de la saison, les membres du conseil sont des relais d'opinion. Ils disposent pour cela de plaquettes, flyers et affiches qu'ils diffusent dans leur quartier, renforçant ainsi la communication diffusée par la ville dans le journal municipal mais aussi les réseaux sociaux, le site internet ... Sans budget spécifique alloué au Conseil, le montant annuel de recettes du centre culturel a augmenté de 25 000 euros entre la saison 2016-2017 et 2017-2018.

Gouvernance

MULHOUSE

La participation citoyenne dans une procédure de marché public

Depuis sa création, l'Agence de la Participation Citoyenne fait participer les habitants à chaque projet structurant de la collectivité. Pour l'aménagement d'une aire de jeux (budget : 725 000€) la ville a voulu intégrer la participation des citoyens dans le cadre d'un marché public ce qui a nécessité un important travail juridique : nombre de points à attribuer à la concertation, thématiques à mettre à la concertation, supports de concertation pour permettre une bonne participation des habitants. La concertation a été réalisée en parallèle de l'analyse technique des offres, du 6 au 20 mars 2019. 9 consultations ont été organisées dans l'espace public. La consultation a également été possible en ligne sur la plateforme « Mulhouse c'est vous ». Deux projets présentés de manière anonyme et similaire étaient à la disposition du public qui devait attribuer des points à chaque offre, points participants à la note globale attribuée à chaque offre (22 points sur 100). Au total, 400 questionnaires ont été remplis. Le projet retenu par la collectivité après l'analyse de l'ensemble des critères de l'offre est identique à celui plébiscité par les habitants lors de la concertation, ce qui augure d'une bonne appropriation du projet une fois l'aménagement réalisé.

CC MAD ET MOSELLE

La concertation sur le devenir des églises

La baisse de fréquentation des églises - dont les coûts d'entretien représentent une charge financière conséquente pour les communes - risque d'entraîner la dégradation de ce patrimoine, lié à l'histoire et à l'identité des communes. Une concertation publique sur la question sensible de leur devenir et du développement de nouveaux usages a été expérimentée dans les communes volontaires (10 sur 48) en s'appuyant sur l'expertise de l'association Citoyens & Territoires et après un voyage d'étude au Québec. Les conclusions

ont fait l'objet d'une analyse sociologique approfondie par un étudiant, pour qualifier le lien affectif aux églises et identifier les freins à la réaffectation des bâtiments. L'ensemble des travaux a été restitué lors d'un colloque national et un guide méthodologique complet a été rédigé par l'ensemble des partenaires.

CD ISERE

Quel collège pour notre quartier ?

Après l'incendie criminel, en 2017, du collège d'un quartier en rénovation urbaine de Grenoble, il semblait important d'engager un pacte de confiance avec les habitants, en les associant pleinement au futur de leur quartier. Sur la base d'un questionnaire élaboré avec les habitants eux-mêmes et posté à tous les foyers, 20 jeunes en insertion ont recueilli l'avis des habitants - en porte à porte - sur l'emplacement, les caractéristiques, les équipements nécessaires, sur l'intégration urbaine et les liens du futur collège avec la vie du quartier. 3 points d'accueil permanents permettaient aux habitants de discuter de l'enquête et de la remplir. Le site Internet et un n° de tel. « Hotline » rassurent et informent en continu, recueillent les avis et répondent aux interrogations. 2 400 réponses, soit 40% des 5 300 habitants de plus de 15 ans du quartier ciblé.

Innovation managériale

CR GRAND EST

La démarche agile qui améliore l'efficacité des formations

En raison d'une mauvaise orientation, 45% des personnes sortant d'une formation financée par la région Grand Est n'ont pas trouvé d'emploi stable un an après la formation. Pour trouver la solution pour rendre efficaces les formations pour les demandeurs d'emploi, la Région a eu recours au management en mode agile : un agent a été détaché de toutes ses missions sur le projet et a été « incubé » pour travailler, en toute autonomie, avec 3 personnes de la DINSIC, dans le cadre d'une convention. Après des enquêtes auprès des utilisateurs (2100 demandeurs d'emploi et 490 entreprises), l'équipe a testé plusieurs solutions « manuelles » avant de développer informatiquement la solution « Trait d'union » : avant la formation, demandeurs d'emploi et entreprises se rencontrent et s'engagent réciproquement : l'entreprise à embaucher la personne en fin de formation (CDI ou CDD de 6 mois et plus) et le demandeur d'emploi à poursuivre la formation.

La région capitalise sur ce projet et souhaite développer en 2020 son propre incubateur.

CD HAUTS-DE-SEINE

Le Curious Lab' des défis communaux

Dans une logique d'alliance des territoires, le Curious Lab' - laboratoire départemental d'idées innovantes et de réflexion collective - répond à des défis lancés par les communes pour développer des projets sur leur territoire. L'action publique locale est enrichie par la contribution d'étudiants - futurs actifs - qui, dans le même temps, découvrent les métiers de la fonction publique. Les écoles inscrivent les défis dans leur cursus scolaire, les étudiants

présentent leurs scénarii, les communes choisissent les plus pertinents qui seront ensuite développés avec un coaching du département - en lien avec les communes.

5 apprentis animent le Curious Lab, seul budget RH mobilisé. Pas de marché public, pas de prestataire à rémunérer, pas d'équipe à mobiliser ... et une bonne émulation entre les communes car les bonnes idées des unes profitent aux autres.

Lien social

BRUNOY

Le ZEF, café associatif

La place de la Pyramide, une entrée de ville par la route nationale, est à la fois une vitrine de la ville, emblème historique, et un secteur à reconquérir. La ville a décidé d'acquérir un bâtiment historique, le Moulin de la Galette, et de lancer un appel à projet pour y créer le premier café associatif de l'Essonne. L'association « Les Ailes du Moulin », fondée par des habitants du quartier, a remporté l'appel à projet et y a développé une offre de restauration (déjeuners à moins de 10€ composés avec des ingrédients provenant des circuits courts et fermes environnantes), des activités pour tout public (0 à 97 ans), un projet social en partenariat avec le centre social municipal (Trait d'Union) et la CAF de l'Essonne (projet de service commun). A ce jour, le café associatif « Le Zef » compte 1452 adhérents (2 € l'adhésion) et a de nombreux partenaires pour développer ses projets et actions en faveur des familles, des personnes âgées et des personnes isolées.

CHAMBERY

La Dynamo, tiers lieux municipal au service de l'innovation sociale

Installé à l'entrée du Quartier Politique de la Ville, la Dynamo est un établissement municipal d'expérimentation et d'innovation sociale qui abrite des services (publics et privés) dédiés à la jeunesse, au numérique, à l'apprentissage par le « faire », à l'insertion professionnelle et aux cultures urbaines. Y cohabitent 44 habitants permanents (8 agents de la fonction publique, 20 apprenants et 16 salariés d'associations de droit privé) qui proposent 41 activités ou services par semaine. Plus de 100 structures en sont utilisatrices régulières : la grande école du numérique Simplon (formations gratuites au code pour les chômeurs), un Fablab solidaire (pour 500 jeunes/an en insertion), 3 dispositifs d'accompagnement pour la création d'entreprises, 3 dispositifs d'insertion professionnelle, le Point information jeunesse. 500m² de locaux sont mis à disposition des 400 usagers réguliers ou occasionnels (formations, conférences, activités loisirs et culture, éveil musical, activités sportives, de bien-être et de développement personnel, espaces de co-working, ALSH).

PARIS 5

Les Estivales Seniors

L'été est une période où les seniors sont particulièrement isolés. 50 % des seniors n'ont plus de réseau amical actif, 79% peu de contacts avec leurs frères et sœurs et 45% d'entre eux ne partent pas en vacances. Depuis 2014, de mi-juillet à fin août, la mairie du 5^e arrondissement propose un atelier gratuit par jour, réalisé par des acteurs du 5^e arr. qui interviennent bénévolement : associations, commerçants et professionnels, institutions culturelles, écoles

et élus qui animent les ateliers. Les seniors (1000 environ) s'inscrivent après avoir reçu la programmation très variée : cuisine, sport, culture, création, conférences ou visites. À la fin de l'été un Grand Bal rassemble tous les participants des différents ateliers. La plupart des partenaires reconduisent leur participation pour les Estivales l'année suivante (et le coût pour la mairie diminue chaque année).

Mobilité

MARCQ-EN-BARŒUL

Le covoiturage urbain de proximité

Pour traiter la problématique du « dernier kilomètre » rencontrée par les habitants (trajets trop longs à réaliser à pied et non pris en charge par les transports en commun), un dispositif de covoiturage urbain a été mis en place à l'intérieur de la ville, permettant aux automobilistes et piétons de covoiturer gratuitement. 25 stations sont repérées par un panneau de signalisation verticale avec un pouce levé et une zone d'arrêt où figure aussi ce symbole.

À l'issue du trajet, le conducteur dépose le covoituré à la station qu'il a indiquée au départ sur une pancarte métallique ou sur le compte qu'il a créé sur la plateforme du site internet de la ville (depuis juin). Un kit pour le covoitureur comprend : une vignette à coller sur le pare-brise afin d'identifier les automobilistes qui veulent utiliser ce système de covoiturage ; une carte des 25 stations ; une charte pour créer un lien de confiance entre piétons et automobilistes et une carte de covoitureur.

CA PARIS-SACLAY

L'Observatoire des Mobilités Paris-Saclay

Les habitants, usagers et salariés de la CA Paris-Saclay sont confrontés à la congestion du trafic, la pollution, l'autosolisme, etc... Si l'agglomération dispose de nombreuses données issues de marchés, partenariats ou de l'Open Data, ces données sont hétérogènes, peu accessibles et trop peu utilisées par les différents services de l'agglomération, des villes et des partenaires (entreprises, monde académique et recherche). L'objectif de l'Observatoire des Mobilités est de mettre au point un référentiel partagé qui permette à l'agglomération de concevoir et dimensionner des offres de mobilité optimisées, d'évaluer l'impact des actions mises en œuvre, de travailler au déploiement de nouvelles offres et de communiquer sur les résultats obtenus. Pour cela, l'Observatoire des Mobilités propose un site internet où l'utilisateur peut naviguer parmi différentes thématiques de manière interactive : modes de transport, flux domicile-travail, focus sur un secteur, etc... La prochaine étape sera d'ouvrir l'observatoire à tous les acteurs du territoire afin de pousser les analyses et de réaliser des simulations.

SAINT NAZAIRE

L'autopartage professionnel nouvelle génération

Dès 2008, la mise en place de pools a mutualisé l'usage des véhicules de service (en supprimant 15%) avec gestion centralisée. Elargie à la communauté d'agglomération, la nouvelle solution, sans armoires à clefs (très coûteuses à installer et à gérer), est dotée d'un ensemble de fonctionnalités innovantes et permet d'envisager l'ouverture aux particuliers

en location hors horaire d'ouverture des services. L'utilisateur réserve un véhicule via ordinateur ou smartphone, puis y accède avec son badge professionnel, la clef restant dans la boîte à gants. Le badgeage de fin de réservation rend le véhicule disponible pour un autre utilisateur. Les conducteurs bénéficient de conseils pour une conduite plus économique et respectueuse de l'environnement et d'une possibilité de covoiturage intégré.

Pour le gestionnaire, la remontée d'informations automatisée (kilométrage, niveau de carburant, voyant tableau de bord...) réduit les interventions au juste nécessaire.

Pilotage / évaluation des politiques publiques

LYON

VLKO, le dispositif de cartographie interactive

Pour appréhender les disparités du territoire plus finement que le niveau des arrondissements (qui sont de la taille d'une ville moyenne) et répartir les moyens pour répondre aux besoins, différents, de chacun de ces territoires, la cartographie interactive VLKO, accessible à tous, mobilise de l'Open Data au service de tous, au fur et à mesure des différents besoins et chantiers. Sur les cartes, à l'échelle Iris, des indicateurs - dans un hypertexte - répondent aux questions posées. Un clic sur un iris fait apparaître le graphique associé à la carte. La fonction scénario permet de croiser les cartes de différents modules. Fruit d'une démarche de 10 ans, VLKO facilite échanges, diagnostics et plans d'actions et permet de faire discuter ensemble des acteurs hétérogènes (du citoyen aux élus) en allant chercher les indicateurs qui répondent aux questions de fond. 1000 consultations par mois, une centaine d'utilisateurs avancés, un stock de data d'environ 2 000 données actuellement, un historique depuis 1999 disponible.

VERTOU (44)

« Grandir ensemble », la concertation enfance-jeunesse

Elus, parents, acteurs éducatifs ou institutionnels... ont la responsabilité commune de créer les conditions de la réussite, de l'épanouissement et de l'éducation - au sens large - des enfants et des jeunes. A Vertou (23 000 habitants) 60 personnes ont participé à la réflexion en 3 étapes : état des lieux, diagnostic, définition des actions. Le plan d'action « *Grandir Ensemble* » est basé sur des besoins concrets, mis en lumière au travers de 11 ateliers, complétés par un travail de recueil d'informations et d'état des lieux.

3 orientations ont été définies : épanouissement, citoyenneté et faire ensemble, cohérence et complémentarité des acteurs, puis déclinées en 9 enjeux et 35 actions.

Depuis près de 18 mois, plusieurs actions ont été engagées et les instances continuent de se réunir pour le suivi et l'évolution du projet, avec des groupes de travail thématiques.

PARIS

La recherche action « Agir ensemble pour les enfants »

Depuis fin 2017, une recherche-action territorialisée dans quatre « micro-quartiers » permet, par la mobilisation d'outils de sciences sociales, d'identifier les besoins des familles et de développer leur autonomisation en construisant avec elles des actions pour y

répondre. Les coordinatrices sociales de territoire, appuyées par l'Observatoire social de la DASES, en lien avec les habitants et les acteurs locaux, ont conduit la démarche à partir d'une architecture de projet commune. Le diagnostic a émergé des savoirs des acteurs concernés : la collecte de données socio-démographiques disponibles complétée par le recueil du vécu des habitants et acteurs du quartier.

Les actions s'appuient sur les ressources locales pour renforcer le soutien à la parentalité et l'intégration des familles dans la communauté éducative : association d'habitantes, groupe d'« habitants-relais », espace « kiosque » coanimé par des structures et habitants dans un quartier dépourvu de centre social, outils cartographiques d'identification des lieux ressources, parcours urbains pour faire découvrir les structures du quartier, etc.

Prévention

CCAS NANCY Les Points Relais Sécurité

Habitants, étudiants ou touristes, les plus jeunes doivent être sensibilisés aux dangers de la ville mais s'y sentir en sécurité. Les « Points Relais Sécurité », identifiés par un autocollant, permettent aux enfants et aux adolescents de trouver refuge auprès de partenaires, volontaires et sélectionnés. Déjà 59 commerçants et 22 établissements institutionnels, municipaux et associatifs participent à cette action et ont reçu des kits de prise en charge pour savoir comment procéder pour accueillir l'enfant, le rassurer, prévenir un des parents et la police éventuellement. A ce jour, aucun incident majeur n'a été relevé.

Un suivi trimestriel est effectué et une messagerie activée pour permettre aux adhérents de communiquer rapidement avec le service en charge de la gestion du dispositif.

PARIS Le « violentomètre »

Les jeunes femmes de 18-25 ans sont deux fois plus touchées par les violences dans le couple que leurs aînées, mais seulement 11 % font appel aux structures spécialisées en Ile-de-France. L'Observatoire parisien des violences faites aux femmes, en partenariat avec celui du département de Seine Saint-Denis et l'association « En avant toutes », ont créé un outil d'information pour la jeunesse destiné à prévenir et à mieux repérer les victimes en nommant les violences à travers 23 exemples de situations concrètes. Ce « violentomètre » est diffusé aux services sociaux et aux associations qui le jugent tout autant adapté pour les plus de 25 ans. Mis en ligne sur le site de paris.fr et sur les sites intraparis.fr, il doit également être distribué aux lycées franciliens en partenariat avec la Région.

LE GOSIER Tom et le trésor des Grands-Fonds, sensibilisation au risque d'inondation

Les bassins versants des Grands-Fonds regroupent 165 000 habitants et connaissent des crues soudaines et rapides (en 2011 elles ont provoqué 4 décès). Dans le cadre du

Programme d'Action et de Prévention des Inondations, la ville du Gosier (coordonnatrice du groupement de commande pour les communes de Pointe-à-Pitre, Les Abymes, Morne-à-L'Eau, Le Moule et Sainte-Anne) a créé un jeu de piste pour sensibiliser les élèves des classes de CM1-CM2 situés en zone inondable (32 classes et 664 élèves). Chaque commune dispose d'un itinéraire propre et d'une mallette de jeu, utilisée lors d'une sortie pédagogique après une séance d'information en classe. Chaque élève reçoit un livret d'activités lui permettant d'acquérir les notions clés. 20 agents coordonnateurs sont chargés de la sensibilisation et de l'animation du jeu. L'action va être étendue à l'ensemble des écoles des 6 communes concernées, soit 120 classes de CM1-CM2 et 3360 élèves.

Qualité de Vie

CA SAINT-QUENTINOIS

Le Travail en Horaires Regroupés (THR)

Les agents d'entretien interviennent dorénavant sur des temps continus, exempts de coupure, le nettoyage des bureaux se faisant en présence du personnel occupant (principe de co-présence). Ils peuvent ainsi améliorer leurs conditions de vie personnelle et participer pleinement à la vie de la collectivité, notamment en profitant des ateliers de Qualité de Vie. Un important travail de réécriture des plannings de travail et des process techniques (matériels, produits, ...) a été opéré puis présenté aux agents qui ont participé à l'écriture d'une charte qui pose les règles administratives et de travail, avec ratification par le comité technique. Les managers ont ensuite rencontré les occupants et ont accompagné les agents sur une semaine pour la mise en place. Les agents d'entretien apprécient l'amélioration de leurs conditions de travail et le respect de leur travail par les occupants avec qui ils peuvent échanger et créer un lien de confiance.

SAINT-GREGOIRE (35)

Une ville plus intelligente au service des habitants

A Saint-Grégoire (10 000 habitants) les nouvelles technologies sont mises au service de la qualité de vie de tous : elles rapprochent la ville et le citoyen, font évoluer les habitudes, développent l'économie circulaire et collaborative pour que les particuliers deviennent eux-mêmes fournisseurs de nouveaux services toujours plus adaptés à leurs besoins.

Un appel à projet a permis de retenir trois entreprises locales chargées de proposer une solution complète au déploiement rapide (6 mois) pour obtenir une administration digitalisée (site internet, compte citoyen, téléservices), une ville connectée et durable (faciliter les déplacements et le stationnement, réduire les consommations d'énergie par IOT, WiFi public et capteurs d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics, sécurisation des bâtiments publics avec vidéoprotection), une ville communicante avec tous : réseau social local « Smiile », animations, formations au numérique, etc.

CHALON-SUR-SAONE
Deviens baby-sitter

Pour beaucoup d'adolescents de 16 ans, le baby-sitting est le premier emploi. La ville a décidé de valoriser cette première expérience professionnelle, de la structurer et de l'accompagner par une formation de 3 jours, « Deviens baby-sitter », l'un des trois dispositifs du programme « accompagnement aux premières démarches relatives à l'emploi et à l'insertion ». Les stages sont organisés sous forme d'ateliers permettant l'apprentissage de notions de base (secourisme, connaissance sur le développement de l'enfant et la diététique) et la rencontre avec divers acteurs professionnels. Il se complète par une approche du monde du travail et de ses structures et c'est un prérequis pour une entrée en formation BAFA. Un fichier disponible à l'Espace Jeunesse, donne aux parents en recherche de baby-sitter l'accès aux coordonnées des jeunes ayant effectué le stage. Une « semaine du baby-sitting » a permis de présenter ce dispositif aux parents.

Ressources Humaines

CD MEURTHE-ET-MOSELLE
Les postes REBOND

De plus en plus nombreuses sont les demandes de reconversion professionnelle pour inaptitude physique, lassitude, acquisition de nouvelles compétences ou reprise après arrêt de longue maladie qui exigent un reclassement professionnel. Le département organise une phase d'orientation où l'agent - placé temporairement (de 6 mois à 2 ans) sur un poste « REBOND » mis à disposition par un autre service mais rattaché à la DRH - peut sereinement préparer une nouvelle phase de carrière, adaptée à ses capacités, compétences et/ou aspirations. Une fiche de poste est rédigée par le service d'accueil et l'affectation sur un poste REBOND est obligatoirement couplée à un suivi de l'agent (formations, évaluations et, si nécessaire, accompagnement par la psychologue du travail). La collectivité s'inscrit ainsi dans une démarche plus globale de reclassement de ses agents et l'encadrement accepte mieux l'accueil d'agents en situation de reclassement.

CD HAUTE-SAONE
L'entreprise routière territoriale, une réorganisation avec les agents

Menée en co-construction avec les agents des services techniques (49 sur 156) pour donner du sens à leurs actions, la définition de la stratégie globale d'intervention sur le domaine routier a non seulement abouti à une offre de service articulant gestion en régie et externalisation, mais a dépassé ce périmètre pour inclure la maintenance des collèges. La démarche a reposé sur un processus itératif qui a fait émerger, à tous les niveaux et de façon progressive, un diagnostic global précis, les attentes des agents, de très nombreuses idées et solutions. In fine, la réorganisation recueille l'adhésion des personnels (89% des agents ont accepté leur pré-affectation) sur les 4 axes de travail définis : gains de productivité (passage de 14 à 9 centres techniques et mécanisation), baisse de l'absentéisme (-20% en un an), heures supplémentaires rémunérées et externalisation de certaines tâches.

Revitalisation commerciale

SAINT-QUENTIN

Le CommerceLab, incubateur du commerce de demain

Pour soutenir les commerces de proximité, au cœur du centre-ville, le CommerceLab regroupe un point d'informations et de conseils pour les commerçants et pour leurs clients ainsi qu'un espace de démonstrations d'objets connectés dédiés au commerce de demain. Le commerçant y est accompagné pour les découvrir et pour monter son dossier de demande d'aides financières pour leur acquisition. L'association de commerçants "Les Boutiques de Saint-Quentin" y est installée ainsi que les partenaires (ville, chambres consulaires, CA, start-up et démonstrateurs numériques du commerce connecté ...). Enfin, le CommerceLab est un incubateur pour les porteurs de projets souhaitant exposer leur produit (hors restauration) et recueillir l'avis de leur clientèle potentielle ou bénéficier de conseils de professionnels de la création de commerces.

Il proposera bientôt une "Market Place » et une plateforme web ", destinée à accroître la visibilité des commerces et à valoriser leurs boutiques et leurs produits.

LAVONCOURT (71) - SIVOM du Val Fleuri

Une M S A P en pleine évolution

Le CIAS du Val Fleuri (1100 hab.) gère à Lavoncourt (312 hab.) un foyer-logement pour personnes âgées dont la rénovation s'est accompagnée de la construction d'un véritable pôle de services : une salle d'attente mutualisée, une borne visio-services (connectée à la CAF, la MSA, la CPAM, Pôle emploi, le CDAD, le CIDFF), un cabinet de kinésithérapie, un cabinet d'opticien, le bureau de poste, une salle polyvalente avec bibliothèque. A deux pas, la société H.L.M. a construit 4 logements T1 et 8 nouveaux pavillons réservés à des résidences seniors. Le SIVOM a rénové l'ancien presbytère pour installer une ostéopathe, une entreprise de taxis, une diététicienne et une psychologue clinicienne ; à l'étage deux logements sont réservés à des apprentis. La MSAP est la préfiguration d'une Maison France Services. Le projet de santé vient d'être validé par l'ARS... et bientôt la télémédecine !

La COLLE-sur-LOUP

Les clips « RéSonance »

Devant la désaffection du commerce de proximité, au profit des zones commerciales périphériques, et la désertification des centres-villes et villages, l'Office de Tourisme et du Commerce a conçu et réalisé des pastilles vidéo de 60 secondes. Percutantes et adaptées au social média, elles sont destinées à donner l'envie de consommer dans les commerces de proximité en créant un lien affectif avec les spectateurs. Pour 600€, le commerçant est propriétaire du film et l'OT s'occupe de le diffuser : réseaux sociaux, presse...

80% des commerçants de 2018 ont souscrit à nouveau la même offre en 2019. Ils ont unanimement lié l'accroissement de leur chiffre d'affaires à ces clips. 10 nouvelles enseignes se sont installées en 2019 et la notoriété sur les médias sociaux a fortement augmenté.

Services aux personnes

COUZON (03)

Les Petites Unités de Vie

En réponse aux problèmes que rencontrent les seniors en milieu rural (isolement, coût des maisons de retraite, éloignement des lieux de consultation), Couzon (291 habitants) a sollicité un architecte et une entreprise française pour créer, pour des seniors valides ou à mobilité réduite, des modules de 4 logements en location, avec une salle de consultations attenante. La commune a acquis un terrain en centre-bourg et décidé la construction de 5 modules qui arrivent totalement équipés : cuisine, salle de bains, climatisation, volets électriques, etc. et sont très rapidement installés. Chaque appartement est loué 520 €. La salle de consultation (nettoyage, électricité) est prise en charge par les infirmières, qui payent un loyer, et qui pourront en 2020 accompagner la téléconsultation. Les locataires, suivis par une assistante sociale, sont éligibles à toutes les aides à domicile : portage de repas, ménage, soins médicaux.

CD ESSONNE

Le Pack sortie RSA

Beaucoup de bénéficiaires du RSA souhaitent travailler mais n'arrivent pas à surmonter l'angoisse d'un retour à l'emploi et les obstacles financiers liés (perte de leurs aides connexes, garde des enfants, etc.). Pour qu'ils puissent s'investir pleinement durant une période d'essai, le Pack Sortie RSA leur apporte un accompagnement social et financier destiné à faire face à ces nouvelles dépenses : de transport en commun (75€ par mois pendant deux mois), de vie quotidienne (100€ par mois pendant trois mois) ou de garde d'enfant (150€ par mois pendant 6 mois). Mis au point avec le groupe Ressources (bénéficiaires du RSA volontaires participant à l'évaluation de la politique d'insertion), ce dispositif a aidé 45 personnes depuis 2018, dont 23 sont sorties du dispositif et 9 sont en cours de sortie. L'objectif était plus ambitieux et il est prévu de mieux le faire connaître aux professionnels œuvrant sur l'insertion et aux entreprises qui peuvent y voir un « filet de sécurité » pour employer des personnes encore fragiles.

Territoires Innovants

BETHUNE

Le réseau de chaleur éco vertueux dans le bassin minier

En 1990, l'extraction du charbon a été arrêtée laissant 100 000 kilomètres de galeries souterraines dans lesquelles le « Grisou », composé de méthane, est toujours présent (estimé pour plus de 100 ans) et contribue à l'effet de serre lorsqu'il s'échappe naturellement des gisements. Béthune entreprend de capter ce gaz de mine pour le valoriser dans le « mix » énergétique du réseau de chaleur de la ville, couplé à la récupération de chaleur de l'incinérateur de déchets et à la cogénération produite avec une utilisation

minimale de gaz naturel. Le coût du mégawatt/heure devrait passer de 100 à 65€ TTC, soit 500€ de moins/an/ménage (à Béthune, 28% de la population vit sous le seuil de pauvreté). Le contrat de délégation prévoit des recrutements dans le bassin de vie, en favorisant l'insertion de demandeurs d'emploi et de personnes en situation de handicap, ainsi que l'accompagnement vers un diplôme et un CDI.

CD DRÔME et ROMANS **La Maison des Internes**

La Drôme recense une densité de généralistes inférieure au niveau national. Or les futurs généralistes, pendant leurs stages de 6 mois, sont confrontés à la problématique logement (double loyer avec celui sur leur lieu d'étude). La ville et le département, avec l'association des médecins libéraux de Romans, proposent aux internes, en stage auprès des praticiens de la ville, une maison de 4 chambres, proche des lieux de stages, avec jardin et stationnement. Chambre à 15 € par nuit ou 150 € par mois. Parallèlement 17 % des médecins drômois sont devenus maîtres de stages universitaires (taux national : 10%).

La colocation favorise les échanges entre étudiants et un « Pack accueil » leur est proposé pour découvrir la ville et son environnement et constituer un réseau afin de susciter de futures installations. Ouverte fin 2018, la Maison des internes est totalement occupée.

Transformation numérique

CD HAUT-RHIN **Les archives valorisées dans un dôme numérique à 360°**

Pour le jeune public, les archives ne sont souvent que de « vieux documents sur papier », mais le recours à une technologie attrayante, l'immersion visuelle - rendue possible par la géodésie - permet d'ancrer le discours scientifique dans le champ de l'innovation. Pour l'exposition d'archives « 1918-1925, les alsaciens », un mapping à 360° en 3D (durée : 12 min) est projeté dans un dôme numérique, les documents d'archives étant intégrés aux images modélisées et accompagnés d'un commentaire. Installé à l'Hôtel du département en fin 2018 pour le grand public, il circule depuis dans 5 collèges où il accueille des classes de primaires et de lycée. A la fin du projet, le dôme sera utilisé par le centre culturel (qui l'a acquis) pour la réalisation d'autres mappings. Le gain en termes de valorisation de l'image des archives (4 fois plus de visiteurs que lors des précédentes expositions) est indéniable et le projet a été labellisé par la Mission du Centenaire et la Région Grand-Est.

CD VOSGES **Un guichet citoyen multi collectivités**

La plateforme « Xcontact » permet à toutes les collectivités, y compris de petite taille, de proposer une offre de téléservices et de suivi des demandes des usagers. 30 téléservices standard sont proposés aux communes (recensement citoyen, inscriptions scolaires, ...) mais chaque collectivité peut créer ses propres téléservices. L'outil permet également d'intégrer l'ensemble des sollicitations des usagers, qu'elles soient papier, électronique ou téléphonique. Chaque bénéficiaire dispose d'un compte unique et peut suivre l'ensemble de

ses demandes auprès des différentes collectivités. Le développement a été mutualisé entre 8 départements et la plateforme est interfacée avec servicepublic.fr et Franceconnect pour les démarches portées par l'Etat. Le coût annuel est de 50€ pour les communes les plus petites à 500€ pour les départements. La campagne d'information et d'adhésion est en cours mais plus de 10 000 demandes usagers de 10 collectivités ont été traitées depuis 6 mois.

Transition énergétique

LA BAULE-ESCOUBLAC

La gestion durable d'une ville connectée

Située sur le littoral, La Baule anticipe les conséquences du réchauffement climatique et de la forte affluence en période touristique. En se concentrant sur l'efficacité de l'éclairage public et la limitation de l'usage de véhicule en centre-ville, La Baule a fait le choix des technologies digitales pour construire un espace public durable pour tous : rénovation de l'éclairage public couplée à la télégestion pour améliorer les consommations tout en limitant les nuisances sur la biodiversité et la pollution lumineuse ; optimisation du trafic et du stationnement, mobilité douce, télégestion des carrefours à feux, modernisation des installations (horodateurs, bornes d'arrêt minute, panneaux d'information, etc.) ; plateforme digitale de visualisation et de planification de l'espace urbain pour optimiser les interventions, améliorer la sécurité et faciliter la prise de décision. Un portail citoyen va être mis en ligne favorisant l'accès à distance aux services publics et démarches administratives.

CCAS Montpellier

Les agents sociaux se mobilisent contre la précarité énergétique

Les services sociaux ayant identifié un nombre croissant de ménages qui surconsomment de l'énergie ou renoncent à se chauffer, 2 travailleurs sociaux ont été formés sur la précarité énergétique afin d'apporter une réponse à la fois technique et sociale. En partenariat avec le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME), qui a structuré un réseau de « donneurs d'alerte », ils vérifient l'adéquation des abonnements, qualifient le bâti (moisissures, mauvaise isolation...), apportent des conseils pour optimiser les consommations, orientent les ménages pour sortir de la précarité énergétique et améliorent le confort par des équipements légers d'économies d'eau et d'énergie. En 6 mois, sur 107 ménages visités, 63 ont fait l'objet d'interventions bien au-delà des conseils d'usage. L'action va se poursuivre et une évaluation complète du dispositif sera faite en 2020.

CD HAUT-RHIN

Ça turbine : 5 jours pour parler d'énergies

La fermeture programmée de la centrale nucléaire de Fessenheim accélère la demande d'informations et de mise en réseaux des acteurs pour réaliser transition énergétique et reconversion économique. « Ça turbine » est une opération éclectique alliant savoirs et actions (deux colloques, deux tables rondes, 6 visites de sites, une journée franco-allemande, 37 conférences) sur des thématiques spécifiques (rénovation énergétique, patrimoine, chaleur fatale, démantèlement nucléaire, etc.). La première édition s'est

adressée à un public ciblé, sur inscription préalable via un site dédié, mais également au grand public avec la journée marathon de 17 conférences, animée par le journaliste Denis Cheissoux et diffusée en Facebook live : 800 participants et plus de 10 000 vues du Facebook live. L'opération s'est voulue « budgédi-frugale », réalisée sans dépenses spécifiques (hors intendance). Elle a généré plusieurs projets. En 2019, la dynamique s'élargit à l'écologie industrielle, aux circuits courts, aux nouveaux modes de consommation, aux écoquartiers.

TERRITORIA /Ecomaires

LANNION-TREGOR CA

Déchèterie de nouvelle génération et vente d'objets recyclés

Beaucoup de déchets et d'objets déposés dans les déchèteries sont encore utilisables, peuvent avoir une deuxième vie et diminuer ainsi le volume des déchets ménagers à traiter. Dans l'« Objèterie », le parcours permet détourner une partie des déchets déposés par les ménages pour les nettoyer, réparer, recycler, réemployer en objets, puis les revendre dans « la P'tite Boutique », située à la sortie.

L'Objèterie est gérée en régie par LTC sur la partie déchèterie et par des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire locale pour la recyclerie. Résultats : des objets (490 tonnes/an) remis dans le circuit du réemploi et de la vente, des économies sur les coûts de traitement (132 000 €/an) et la création de 25 emplois, dont 16 en insertion.

SAINT-REMY-EN-COMTÉ (70)

Un parc naturel communal, vitrine de la biodiversité

Cette commune de 600 habitants (dont 300 patients) a décidé de faire du développement durable le concept fédérateur de toutes ses actions et de la biodiversité un axe prioritaire de ses interventions. Son parc naturel communal de 6ha est devenu vitrine de la biodiversité et espace de « déambulation joyeuse » pour accélérer la prise de conscience du grand public, en particulier des jeunes, en conjuguant plaisir des sens avec observation, expérimentation, pédagogie et jeu.

Réseaux de mares à amphibiens, vergers conservatoires, haies bocagères, arboretum, jardin des papillons, histoire du sucre et des abeilles ... le projet a été conçu en interne, sous l'impulsion du maire, avec le concours de nombreux volontaires de service civique, accueillis en continu depuis 10 ans dans ses services. Dans un territoire rural en profonde déshérence, son attractivité va bien au-delà du Pays de Vesoul - Val de Saône.

CR BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Politique de soutien à la biodiversité régionale

Dans le cadre de sa politique de soutien à la biodiversité régionale, pour sauvegarder les variétés fruitières locales et anciennes qui font la richesse et l'identité du territoire régional, la Région a engagé en 2008 le dispositif « Vergers de sauvegarde » pour assurer leur pérennité, permettre leur étude, leur description et leur propagation.

Ces « Musées vivants de plein air » représentent de véritables réserves de la flore fruitière régionale avec implantation de haies mellifères, installation de signalétiques pédagogiques, de ruches, d'essaims et d'aménagements en faveur de la petite faune sauvage des vergers... Budget annuel d'environ 500 000 € et résultats qui s'inscrivent dans la durée, évitant une perte de patrimoine génétique irréversible.

TERRITORIA / Unicef France

Actions en faveur des enfants et adolescents

MORIERES-LES-AVIGNON

La coopérative d'activité éphémère pour les 16 à 18 ans

La CAE (Coopérative d'activité et d'emploi) a établi des contrats CAPE (contrat d'appui au projet d'entreprise) du 1^{er} juillet au 31 août. Les 11 jeunes retenus (sur motivation) ont créé leur Coopérative d'activité éphémère, mis en place sa gouvernance et organisé une semaine d'intégration : formation sur l'entrepreneuriat coopératif et solidaire, la gestion d'un budget, les devis et factures, les outils de communication, la gestion du personnel, ... La CAE, partenaire du projet, le porte administrativement et juridiquement et accompagne les jeunes dans la gestion de leur entreprise. Les missions trouvées par les jeunes : ménages, débroussaillage, lavage de voiture, déménagement, tractage, ... ont été encadrées et accompagnées par des professionnels (deux animateurs à temps plein et deux parrains). La ville (8300 habitants) a trouvé de nombreux partenaires qui subventionnent le projet.

ÉLANCOURT

La boîte éducative itinérante, sport et vecteur de lien social

Une réflexion avec des 15/25 ans d'un quartier prioritaire a fait émerger le souhait de participer à une action fédératrice dans laquelle ils pourraient se rencontrer et échanger. Après concertation avec les partenaires des dispositifs QPV et forte de la présence d'un grand champion de boxe anglaise, la ville a opté pour un ring itinérant, gonflable et utilisable en intérieur ou en extérieur. Des ateliers d'initiation à la boxe, encadrés par ce champion, sont organisés au cœur des quartiers ou sur l'équipement sportif municipal le plus proche. L'éducateur sportif porte une attention toute particulière à la priorité de créer du lien avec les jeunes et de les orienter vers les dispositifs existants. L'action a touché 100 jeunes de manière suivie et régulière en 2018, dont 40% n'avait jamais fréquenté les structures municipales. Dix mamans du groupe Parentalité se sont inscrites pour la prochaine saison.

ROMANS-SUR-ISERE

Un partenariat pour lutter contre les causes de la pauvreté

La pauvreté touche particulièrement la population jeune, privée de l'accès à l'éducation, isolée et éloignée du marché du travail. En collaboration avec la Break Poverty Foundation, qui a créé la Dotation d'Action Territoriale (dispositif qui encourage le mécénat des entreprises sur des programmes de lutte contre la pauvreté des jeunes sur leur territoire), la collectivité a repéré 12 solutions de prévention. L'appel aux grandes entreprises du territoire (qui s'engagent pour 3 ans) a permis de récolter 220 000 euros pour mettre en place les 6 projets retenus par ces dernières (325 bénéficiaires) : réussite éducative des CP au CM2,

parrainage des jeunes, campus numérique pour éviter le décrochage post-bac, lieu de rencontre pour les filles d'un QPV, formation courte et en alternance au métier de la fibre, épicerie sociale et pédagogique. Un bilan collectif est organisé tous les six mois pour présenter l'avancée des projets et les résultats aux mécènes. Ce dispositif devrait être retenu dans la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté du gouvernement.